Toulouse (31) : dealers dans les halls, prostitution et squats… des copropriétaires paient 300 € par an pour des patrouilles privées

19/11/2026 à 15h05



À Toulouse, des propriétaires d'appartements financent désormais des rondes de sécurité privées pour tenter de reprendre le contrôle de halls d'immeubles occupés par des dealers, des squatteurs ou des activités de prostitution. L'un de ces dispositifs, l'Unité de tranquillité et de sécurité de l'immobilier (UTSI), compte sept agents et intervient dans une quinzaine de résidences.

Dans un reportage publié jeudi 19 novembre, *La Dépêche du Midi* recueille le témoignage d'un propriétaire d'un immeuble proche de la médiathèque. Après l'installation d'un point de deal, les copropriétaires ont constaté des dégradations répétées et la mise hors service de dispositifs de sécurité. Le témoin raconte que des trafiquants auraient même cassé un mur de cave pour récupérer de la drogue.

Des patrouilles sept jours sur sept

L’UTSI est opérationnelle depuis mars 2025 pour les résidences privées. Elle découle de l’expérience du GITeS, groupement mis en place avec des bailleurs sociaux dès 2018. Selon son président, Rémi Vincent, il ne s’agit pas de se substituer à la police ni de démanteler des réseaux, mais d’inciter les intrus à quitter les parties communes, d’abord par le dialogue. Les agents comprennent notamment d’anciens policiers, militaires ou pompiers.

Les équipes effectuent des patrouilles entre 17 heures et 1 heure du matin, sept jours sur sept. La cotisation annoncée est de 300 euros par logement et par an. Le propriétaire interrogé affirme que la situation de son immeuble s’est améliorée en moins d’un mois.

Une demande qui dépasse les seuls points de deal

L’UTSI fait état de sollicitations dans les quartiers de Borderouge, Trois-Cocus, mais également dans le centre-ville de Toulouse. D’après Rémi Vincent, le trafic de stupéfiants ne représenterait qu’environ un tiers des interventions ; les autres concernent notamment des intrusions, des personnes en situation de marginalité ou la prostitution. Ce recours à des agents privés illustre les difficultés des habitants à sécuriser durablement les parties communes de leurs immeubles.

Source : La Dépêche du Midi, 19 novembre 2026.

Photo d’illustration : quartier des Sept-Deniers à Toulouse, non représentatif des immeubles mentionnés dans l’enquête. Olybrius / Wikimedia Commons, domaine public (CC0). Licence.